

CONVENTION FINANCIÈRE 2021

Entre :

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président de la Collectivité européenne d'Alsace dûment habilité à cet effet,

ci-après dénommée « **la Collectivité** »,

Et

La Maison de la Nature du Ried et de l'Alsace Centrale, dont le siège est 35 Ehnwihr à Muttersholtz, représenté par sa Présidente, Madame Marielle TREMELLAT,

ci-après dénommé « **le bénéficiaire** ».

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace,

Vu La Loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement et la délibération du 13 décembre 2010 portant révision et approbation du Schéma Départemental des Espaces Naturels (SDEN),

Vu la délibération du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 11 décembre 2017 portant sur l'évolution de la politique départementale d'éducation à l'environnement vers un appel à manifestation d'intérêts (AMI) et l'approbation d'un projet d'accord cadre pluriannuel lié à ces évolutions,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité.

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Depuis la loi du 18 juillet 1985, le Département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles (ENS). Cette politique doit avoir pour objectif principal de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels selon les principes posés par le code de l'urbanisme.

La part de la taxe d'aménagement affectée aux espaces naturels sensibles constitue l'outil financier de cette compétence. La taxe d'aménagement est une taxe d'urbanisme grevée d'affectation spéciale. En conséquence, il appartient aux actions financées par ladite taxe d'être en cohérence avec les objectifs de protections des ENS, tels qu'ils ont été définis en 1999 dans le Schéma Départemental de Gestion et de Protection des Espaces Naturels Reconnus Sensibles ainsi que dans la Charte des Espaces Naturels.

La Charte des Espaces Naturels Sensibles fait référence dans son article 6, alinéa 2 à « l'éducation au patrimoine naturel ». L'éducation au patrimoine naturel passe effectivement par des moyens de sensibilisation comme la communication, affiches, tracts, ou bien encore des animations organisées par différentes associations directement en milieu naturel ou non. La sensibilisation se rattache à la bonne gestion d'un ENS mais elle peut aussi être envisagée comme un instrument pour la mise en œuvre de la condition de l'ouverture au public. Le financement d'actions de sensibilisation est de ce fait totalement en accord avec les affectations prévues par le Code de l'urbanisme et répond aux objectifs fixés par la politique de la Collectivité.

Depuis le 11 décembre 2017, le Département du Bas-Rhin a fait évoluer sa politique d'éducation à l'environnement vers un Appel à Manifestation d'Intérêts permettant le recentrage de son soutien vers des actions en lien avec ses compétences, les Espaces Naturels Sensibles et le public cible des collégiens. Au travers de ce nouveau dispositif, la Collectivité souhaite également mettre en œuvre une meilleure gouvernance sur les projets, notamment en permettant un pilotage plus affirmé en lien avec les élus et les projets de territoires.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La Collectivité apporte une aide financière pour les projets, « Appel à Manifestation d'Intérêts ENS » et « Dispositif Mangeons sain, pour une alimentation responsable et locale au collège », que le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité.

Les objectifs du projet « Appel à Manifestation d'Intérêts ENS » sont de :

- sensibiliser, éduquer, former tous les publics à la richesse et aux enjeux liés à la préservation des espèces et des espaces dans et à proximité des Espaces Naturels Sensibles et sur les zones à enjeu d'intervention du schéma départemental des espaces naturels et autour du Haut-Koenigsbourg ;
- participer, impulser, favoriser des actions de préservation de la nature et de l'environnement ;
- faire découvrir à nos différents publics, la richesse et la diversité des espaces naturels sensibles d'Alsace centrale ;
- mettre en œuvre une pédagogie favorisant l'émergence d'une éco-citoyenneté.

Les objectifs du projet « Dispositif Mangeons sain, pour une alimentation responsable et locale au collège » sont de :

- participer au maintien des paysages d'agriculture durable, (prairies du Ried...);
- accompagner les équipes de cuisine et plus largement les établissements scolaires, dans la réduction du gaspillage alimentaire ;
- sensibiliser les élèves et l'ensemble des usagers des restaurants scolaires à leur alimentation et au lien à leur santé et leur environnement ;
- sensibiliser les élèves aux différentes étapes de la production de leurs repas et à l'origine des produits ;
- mettre en relation les objectifs des programmes scolaires et une approche transversale pluridisciplinaire avec les actions menées ;
- favoriser l'approvisionnement local et bio ;
- mettre en relation le personnel éducatif et les agents et gestionnaires sur ces objectifs.

La présente convention définit les modalités d'intervention de la Collectivité dans la mise en œuvre des actions 2021.

La subvention de la Collectivité devra uniquement être employée pour réaliser les projets tels que précisés ci-avant.

La Collectivité n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide

2.1. La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec le versement du solde de la subvention ou les éventuels reversements des indus.

2.2. Les projets, objet de la présente convention, devront être achevés au plus tard le 31 décembre 2021. La demande de versement (cf article 5) devra être envoyée par le bénéficiaire à la Collectivité au plus tard le 15 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'Article 9.

A défaut d'effectuer la demande de versement du solde avant le 15 décembre 2021, le solde de la subvention sera automatiquement annulé ou fera l'objet d'un reversement.

Article 3 : Détermination du montant éligible

Le coût total estimé éligible des projets sur la durée de la convention est évalué à :

- 563 861,66 euros pour le projet « Appel à Manifestation d'Intérêts ENS » ;
- 18 081,17 euros spécifiquement pour la mise en œuvre du projet « Dispositif Mangeons sain, pour une alimentation responsable et locale au collège ».

Conformément aux budgets prévisionnels figurant aux annexes I et II.

Le besoin de financement public doit prendre en compte tous les produits affectés à l'action.

Article 4 : Détermination de la contribution financière

L'aide financière de la Collectivité au bénéfice de l'objet visé à l'article 1er s'élève à la somme totale de 67 080 euros :

- 52 000 euros pour le financement du projet « Appel à Manifestation d'Intérêts ENS » ;
- 15 080 euros spécifiquement pour la mise en œuvre du projet « Dispositif Mangeons sain, pour une alimentation responsable et locale au collège » visant à sensibiliser les collégiens et former les équipes de restauration sur les questions de l'alimentation durable et du gaspillage alimentaire.

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision.

Article 5 : Modalités de versement de la contribution financière de la Collectivité

Les subventions seront versées selon les modalités indiquées dans la délibération attributive, soit :

- un acompte de 50 % après signature de la convention financière annuelle ;
- le solde sur présentation d'un bilan provisoire d'activités, qualitatif et quantitatif (cf. objectifs de l'article 1) et d'un état récapitulatif des dépenses (réalisées et prévisionnelles jusqu'au 31/12/2021) signé par le représentant légal du bénéficiaire et le trésorier ou l'expert-comptable de l'association. Ces documents devront être fournis en décembre de l'année en cours et comprendront les informations dont dispose le bénéficiaire. Le bilan d'activité est du type de celui d'une Assemblée Générale.

L'acompte qui suit le versement de l'avance ne peut être versé que sur production des pièces attestant l'utilisation intégrale de l'avance.

La Collectivité effectue ensuite un à deux versements par an au bénéficiaire, sur présentation des justificatifs indiqués à l'article 6.

Compte tenu des impacts significatifs susceptibles d'être causés par la pandémie du coronavirus (arrêt des activités sur plusieurs semaines en raison des mesures de confinement et de la fermeture des écoles), le montant du solde versé sera calculé sur la base de la réalisation optimale de l'opération, en lien avec l'objectif initial du projet déposé.

Article 6 : Justificatifs

6.1. Les versements sont effectués sur production d'états récapitulatifs des dépenses certifiés exacts par le responsable légal et par le trésorier ou l'expert-comptable.

L'état récapitulatif des dépenses est accompagné d'une copie des factures ou des justificatifs de dépenses équivalents.

Le bénéficiaire doit produire au moins un état récapitulatif de dépenses par an, sous peine de sanctions prévues à l'article 9.

6.2. En vue du versement du solde, le bénéficiaire produit une copie des dernières factures ou des justificatifs de dépenses équivalents.

6.3. Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- un compte rendu financier, certifié exact, qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ; ces documents étant signés par le président ou toute personne habilitée ;
- le bilan et le compte de résultat de l'année n-1 certifié par toute personne habilitée, ou pour les associations percevant plus de 153 000 euros de subventions publiques par an, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus, conformément aux articles L 612-4 et D 612-5 du code de commerce ou, à défaut, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

Article 7 : Obligations à la charge du bénéficiaire de l'aide financière

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir la fiche bilan synthétique standardisée présentée à l'annexe III ;
- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er} ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique en dehors des éléments prévus aux annexes I et II ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la Collectivité de la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er}, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à désigner, lorsque le bénéficiaire est une association et si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code de commerce) ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer, lorsque le bénéficiaire est une association, à la Collectivité les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer la Collectivité de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant et de toute cession de créance le concernant étant précisé qu'une telle cession devra être préalablement autorisée par le Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace ;
- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1^{er}. Il comprend un bilan des éléments mentionnés aux annexes I, II et III, définis d'un commun accord entre la Collectivité et le bénéficiaire.

Article 8 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie de l'aide publique, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier du Collectivité selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype de la Collectivité européenne d'Alsace sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, etc.). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la Collectivité, l'organisme pourra prendre utilement contact auprès de la Direction de la communication de la Collectivité.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre, etc.), le bénéficiaire devra systématiquement, d'une part faire apparaître le concours de la Collectivité sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation, etc.) et d'autre part adresser une invitation à la Collectivité pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu. Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement (acompte ou solde) et / ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures...).

Article 9 : Interruption et reversement de l'aide financière

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le défaut total ou partiel du respect des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière de la Collectivité,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- la non prise en compte des demandes d'aide financière ultérieurement présentées par le bénéficiaire.

La Collectivité en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 : Résiliation

10.1. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

10.2. Pour la préservation de l'intérêt général, la Collectivité peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

10.3. Dans le cas particulier de l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la présente convention sera résiliée de plein droit, avec un préavis d'un mois mais sans versement d'indemnités.

Article 11 : Avenant

Sans préjudice de l'article 4, la présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Collectivité et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

En cas de nécessité, la présente convention pourrait être aménagée par voie d'avenant. Le montant de la subvention accordée pourrait notamment être revu en tenant compte, le cas échéant, des subventions versées par les autres collectivités dans le cadre d'un avenant à la présente convention s'il s'avérait supérieur à la limite autorisée par la législation et la réglementation en vigueur.

Article 12 : Application supplétive du règlement financier de la Collectivité

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les règles du règlement financier de la Collectivité dont le contenu est accessible sur le site Internet de la Collectivité européenne d'Alsace.

Article 13 : Annexes

Les annexes I et II, dont l'objet est de préciser le périmètre financier des projets subventionnés par la Collectivité, sont parties intégrantes de la convention et ont à ce titre une valeur contractuelle.

Article 14 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les cocontractants élisent domicile au siège de la Collectivité européenne d'Alsace.

Fait en double exemplaire, dont un pour chacune des parties.

A Strasbourg, le

à Muttersholtz, le

Pour le Conseil de la Collectivité
européenne d'Alsace
Le Président

Pour le bénéficiaire
La Présidente de la Maison de la Nature du
Ried et de l'Alsace Centrale

Frédéric BIERRY

Marielle TREMELLAT

**ANNEXE I – Budget prévisionnel AMI ENS
2021**

CHARGES		PRODUITS	
I - Charges directes affectées à l'action		I - Ressources directes affectées à l'action	
60 - Achats	83 835,11	70 - Ressources propres	369 778,64
- Prestations de services	24 495,52	- Prestations de services: participants	346 702,96
- Achat de matières et fournitures	59 339,59	- Vente de marchandise	2 424,34
- Autres fournitures	-	- Produits des activités annexes	20 651,33
61 - Services extérieurs	3 392,72	74 - Subventions d'exploitation	193 977,65
- Locations	423,65	- État : DREAL	-
- Entretien et réparation	-	- Ademe	-
- Assurances	-	- Rectorat	-
- Documentation	2 969,07	- Région Grand Est	5 000,00
62 - Autres services extérieurs	10 309,89	- Départements : BAS-RHIN	60 000,00
- Rémunération intermédiaires et honoraires	420,61	- Pays	1 000,00
- Publicité, publication	1 852,94	- Autres collectivités	57 609,00
- Déplacements missions	4 193,97		-
- Frais postaux et de télécom	2 805,64		-
- Services bancaires et autres	1 036,74	- Autres établissements publics :	-
63 - Impôts et taxes	-	Communes et communautés de communes	-
- Impôts et taxes sur rémunération	-	Agence de l'eau	70 368,65
- Autres impôts et taxes	-	- Autres subventions	-
64 - Charges du personnel	267 433,82	75 - Autre produit de gestion	105,38
- Rémunération du personnel +charges sociales	267 433,82	- Cotisations, dons manuels ou legs	105,38
- Indemnités de stage / service civique	-		-
65 - Autres charges de gestion	-		-
66 - Charges financières	-	76 - Produits financiers	-
67 - Charges exceptionnelles	-	77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amort. prov. et report de ress.	
69- Impôts sur les produits financiers	-	79 - Transfert de charges	
	-		
II - Charges indirectes affectées à l'action	-	II - Ressources indirectes affectées à l'action	
Charges fixes de fonctionnement	198 890,11		
Frais financiers	-		
Autres :			
TOTAL DES CHARGES	563 861,66	TOTAL DES PRODUITS	563 861,66

ANNEXE II – Budget prévisionnel ; Dispositif « Mangeons sain, pour une alimentation responsable et locale au collège »
2021

CHARGES	Réalisé	PRODUITS	Réalisé
I - Charges directes affectées à l'action		I - Ressources directes affectées à l'action	
60 - Achats	3208,60	70 - Ressources propres	
- Prestations de services	1731,00	- Prestations de services: participants	
- Achat de matières et fournitures	1477,60	- Vente de marchandise	
- Autres fournitures		- Produits des activités annexes	
61 - Services extérieurs		74 - Subventions d'exploitation	17000,00
- Locations		- État : DREAL	
- Entretien et réparation		- Ademe	
- Assurances		- Rectorat	
- Documentation		- Région Grand Est	
62 - Autres services extérieurs	816,63	- Départements : BAS-RHIN	17000,00
- Rémunération intermédiaires et honoraires		- Pays	
- Publicité, publication		- Autres collectivités	
- Déplacements missions	816,63		
- Frais postaux et de télécom			
- Services bancaires et autres		- Autres établissements publics :	
63 - Impôts et taxes		Communes et communautés de commun	
- Impôts et taxes sur rémunération		Agence de l'eau	
- Autres impôts et taxes		- Autres subventions	
64 - Charges du personnel	4411,00	75 - Autre produit de gestion	1019,50
- Rémunération du personnel +charges sociales	4411,00	- Cotisations, dons manuels ou legs	1019,50
- Indemnités de stage / service civique			
65 - Autres charges de gestion			
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amort. prov. et report de	
69- Impôts sur les produits financiers		79 - Transfert de charges	
II - Charges indirectes affectées à l'action		II - Ressources indirectes affectées à l'action	
Charges fixes de fonctionnement	9644,94		61,67
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	18081,17	TOTAL DES PRODUITS	18081,17

Lors de la mise en œuvre du programme d'action, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de ses budgets prévisionnels par des transferts entre natures de dépenses éligibles. Cette adaptation des dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles ne doit pas affecter la réalisation du programme d'action et ne doit pas être substantielle.

Le bénéficiaire notifie ces modifications à la Collectivité par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de la contribution de la Collectivité conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Collectivité de ces modifications

² Les coûts à prendre en considération comprennent les coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme d'action conformément au dossier de demande de subvention présenté par le bénéficiaire. Ils comprennent les coûts directs et indirects liés à la mise en œuvre de l'action.

ANNEXE III – Fiche bilan synthétique projet AMI

APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊTS

FICHE BILAN du projet :

Collectivité européenne d'Alsace

Éducation à l'environnement (2021)

Quantitatif public :

Type public (scolaire, grand public,...)	Nombres personnes	Nom de la structure (collège, école,...)/ localisation (ville,...)	Projet lié

Quantitatif site :

Type de site	Période d'intervention	localisation site	Projet lié

Qualitatif : (Description succincte des interventions citées précédemment : contexte, objectifs, enjeux...)

Projet phare AMI : (Projet permettant de conjuguer les critères publics et/ou sites prioritaires...)